

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

CEEAC : Ali Bongo Ondimba reprend le flambeau !

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Le président de la République, Ali Bongo Ondimba, prend part aujourd'hui, à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), au 22e Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). À l'ordre du jour de ce grand rendez-vous, la passation de charges entre lui et son homologue congolais, Félix Tshisekedi Tshilombo.

Ainsi, le numéro un gabonais devra saisir l'opportunité de cette présidence d'un an pour faire bouger les lignes sur la thématique relative aux questions environnementales sous le prisme des crédits carbone, ainsi que celles du financement du processus d'intégration régionale en Afrique centrale. Non sans aborder la problématique de la libre circulation des personnes et des biens dans ladite région. Ce n'est pas la première fois qu'Ali Bongo Ondimba occupe cette fonction. Le numéro un gabonais avait déjà été porté à la tête de cette organisation entre 2016



Le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, lors d'un précédent sommet de la CEEAC.

et 2020. Un mandat marqué par une réforme profonde de cette organisation, notamment l'instauration d'une présidence tournante chaque année.

En marge de ce sommet, se tiendra la première conférence maritime de la CEEAC (COMAR-1), décidée lors de la 20e session ordinaire de ladite organisation en janvier 2022. Celle-ci vise la sécurisation de l'espace maritime de la région en vue du développement d'une économie bleue.

Parmi les décisions attendues de cette conférence, il y a l'adoption

du protocole révisé relatif à la stratégie de sûreté et de sécurité des intérêts vitaux en mer et dans les eaux continentales des États membres, et celle du protocole relatif à la stratégie de développement de l'économie bleue en Afrique centrale.

Pour rappel, la CEEAC a été créée le 18 octobre 1983 à Libreville. Elle est composée de onze États membres, à savoir : le Burundi, le Cameroun, le Congo-Brazzaville, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, le Rwanda, Sao-Tomé-et-Principe, et le Tchad.

Concertation politique : des assises recouvertes du sceau de la légitimité

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

TOUT ou presque a été dit sur la concertation politique qui s'est déroulée à l'esplanade du ministère de la Défense nationale du 13 au 23 février dernier. Des assises qui auront permis de consolider, d'une certaine manière, la démocratie pluraliste dans notre pays avec légitimité. D'autant que les principales forces politiques y ont pris part.

Avec comme têtes de file, du côté de la majorité, les représentants du Parti démocratique gabonais (PDG). Et côté de l'opposition, les cadres des Démocrates (LD), principale formation de ce bord politique, au regard du nombre de ses élus nationaux et locaux. Du reste, le président honoraire de ce parti politique, Séraphin Akure-Davain, a assuré la coprésidence de ce conclave avec Alain-Claude Bilie-By-Nze, le chef du gouvernement. À leurs côtés, les délégués de leurs camps politiques respectifs ont adopté,

de façon consensuelle, dans une ambiance empreinte de sérénité et de respect mutuel, un certain nombre de recommandations.

Tout ceci pour relever que l'on peut difficilement, comme l'ont laissé entendre certains acteurs politiques de l'opposition, remettre en cause la "crédibilité" de cette rencontre du fait de leurs absences. Car, à y regarder de près, toutes proportions gardées, quel est le poids politique du Parti du réveil citoyen (PRC) de Thérance Gnembou Moutsona ? Une formation politique anonyme qui, comme la "Réappropriation, du Gabon, de son indépendance, pour sa reconstruction (RÉAGIR)" ne dispose d'aucun élu.

Que dire de l'Union nationale (UN) de Paulette Missambo qui peine à retrouver sa gloire d'antan ? Que penser du Parti social-démocrate (PSD) de Pierre-Claver Maganga Moussavou dont l'assise se résume presque exclusivement à lui ?

Bref, la concertation politique aura été largement représentative de la classe politique nationale.



Photo: DR

Entre nous soit dit

Pari gagné pour Ali Bongo Ondimba

DEPUIS jeudi dernier, le Gabon peut se glorifier de ce que ses filles et fils des deux bords politiques aient dépassé en toute responsabilité, tous les antagonismes et particularismes. Rappelons-nous, il y a encore peu, était réclamé un dialogue entre tous les acteurs politiques. Pendant que certains y voyaient une pierre d'achoppement ou même un écueil infranchissable, Ali Bongo Ondimba, toujours à l'écoute et en harmonie avec ses compatriotes, va donner corps à ce souhait.

L'impérative exigence se portait sur les solutions à trouver afin que la compétition électorale dorénavant ne soit plus astreinte à des lendemains tumultueux. Et parce que pour le chef de l'État, la paix est une vertu inaliénable, il en est de même pour la cohésion sociale...

Ainsi, majorité et opposition vont sanctuariser l'intérêt supérieur de la nation. Sans passion, ni émotion, les deux

camps respectifs vont confronter leurs dispositions et prétentions avec conviction. De ces échanges acharnés, ils avaient conscience de rendre une copie harmonisée et consensuelle, qui n'avait pour seul idéal que le Gabon dans un climat serein et apaisé. Et ce fut chose faite. Les rendus de la concertation politique prouvent que le modus vivendi a prévalu. Alors, puisque rien ne s'est fait au forceps et encore moins à l'arrache, c'est ici le lieu de rendre un vibrant hommage aux différents délégués, qui ont su faire preuve de patriotisme et d'abnégation. Et comment ne pas se réjouir de cette réaffirmation au diapason des engagements et des recommandations du chef de l'État qui disposaient de traduire en actes réglementaires les résolutions de cette concertation politique. Tout est ici adapté et pragmatique afin de dissoudre à jamais les vicissitudes d'hier, porteuses de germes de tristes souvenirs.

Est-on moins bien élu à un tour ? Comment être orphelin de ce deuxième tour que nul n'a jamais connu ? La concertation politique nous a servi un bréviaire qui sublime le factuel. Qui trouverait à redire à cette touchante et patriotique disposition qui appelle à l'indemnisation des victimes des événements post-électorales ? Et ce Comité de suivi institué aux fins de veiller à l'application et à la conformité ainsi qu'aux éventuels correctifs ?

Nous revendiquons d'être laudateurs en saluant cette heureuse initiative du chef de l'État. Il est évident que par elle, nous sommes convaincus qu'à jamais le spectre des errements douloureux d'hier s'est éteint. Et c'est tant mieux pour ce Gabon d'excellence et de paix, que nous souhaitons tous. Les imprécations et les incantations des jeteurs de sorts n'y pourront rien. Bassé !

Teddy OSSEY*